

La tentation du coup de force

Blog d'Alain Rajaonarivony, journaliste – 13/10/09

Une fois de plus, Andry Rajoelina est resté dans la tradition du coup d'Etat. Pour se débarrasser de son «ami» et Premier ministre, Roindefo Monja, devenu très encombrant, il est passé en force, en violant la nécessité du consensus de l'esprit de Maputo. Alors que les accords d'Antananarivo du 6 octobre devaient être entérinés par les 4 chefs de mouvance (Albert Zafy, Didier Ratsiraka, Marc Ravalomanana et lui-même) pour pouvoir rentrer officiellement en vigueur, le jeune putschiste a nommé le samedi 10 octobre au soir le nouveau Premier ministre Eugène Mangalaza. Cette précipitation est due à la résistance imprévue de Roindefo Monja, ulcéré d'avoir été jeté comme un kleenex. Celui-ci s'arcboute à son poste et dans une déclaration le même jour, attaque le GIC (Groupe de contact international) qui aurait cherché à le démettre par un simple communiqué de presse. Monja a introduit un recours le lundi 12 auprès du Conseil d'Etat pour «surseoir à l'exécution» du décret de nomination de son successeur.

Dans le même temps, toujours le 10, un groupe d'officiers de la gendarmerie de Fort Duchesne mettait en garde contre la division de l'armée si on l'obligeait à suivre des directives politiques contraires aux intérêts de la Nation. En clair, une destitution du Premier ministre en place, dont la nomination jusqu'à la fin de la Transition a été validée par la HCC (Haute Cour Constitutionnelle) serait considérée comme une atteinte à l'indépendance et à l'autonomie de décision du pays. Rappelons que le 11 mars, juste avant la chute du président Ravalomanana, c'est cette même garnison qui avait dénoncé l'illégalité des opérations de maintien de l'ordre d'alors ayant entraîné la mort de manifestants, et cela juste après la mutinerie du Capsat. Ce sont les piliers de la HAT (Haute Autorité de la Transition) qui sont en train de désavouer Andry Rajoelina.

La veille, l'ex-président Ravalomanana avait rejeté la place d'Andry Rajoelina à la tête de la nouvelle Transition et accusé nommément la France d'être à l'origine et du coup d'Etat et des dernières tractations visant à légitimer le jeune putschiste comme chef d'Etat transitoire de la Grande Ile. Il a lancé un appel à la résistance à l'ex-puissance coloniale qui reçoit un certain écho dans la population. Pour la signature des futurs accords, Ravalomanana propose Madagascar ou un pays d'Afrique et refuse catégoriquement Paris. «Qu'est-ce que j'irai y faire ?» a-t-il dit, «subir des pressions ?». Néanmoins, les 4 chefs de mouvance ont convenu de se rencontrer bientôt pour examiner leurs points de divergence.

Andry Rajoelina, quant à lui, a justifié dans une émission télévisée dans la soirée du vendredi 9 son divorce d'avec son compagnon et complice. Ce serait l'intérêt supérieur de la Nation, le désastre économique imminent, qui l'aurait poussé à prendre cette décision. C'est la condition sine qua non pour que le boycott international cesse. En fait, la vraie condition est un retour à l'Etat de droit. Le chef des putschistes est au moins aussi coupable que son bras droit. Ce dernier sert de fusible, rôle qu'il ne veut apparemment pas jouer. Comme l'a fait remarquer Marc Ravalomanana, pourquoi l'un plutôt que l'autre serait plus blâmable et écarté?

Madagascar commence à lasser la communauté internationale, y compris les nations les plus démocratiques. Si Monja Roindefo avait pris contact beaucoup plus tôt avec Marc Ravalomanana et engagé un véritable dialogue inter-malagasy, il aurait sans doute sauvé sa tête et évité au pays des mois de décadence sociale et économique. Les événements s'accélérent et on aura encore droit à quelques coups de théâtre. Andry Rajoelina aimerait conjurer l'infamie de passer dans l'histoire comme le plus jeune putschiste d'Afrique. Déjà l'humiliation de New-York est très lourde à porter. Cette fois-ci, il ne veut pas loucher le coche mais son coéquipier n'accepte pas d'endosser les habits du ripou dans la scène du règlement de compte final.

Dans le domaine social, le père Pedro Opeka a fêté les 20 ans du centre Akamasoa la semaine écoulée. Il a sauvé des dizaines de milliers d'enfants des rues et de sans-logis. Il a réussi à faire construire des logements décentes, des écoles dont le niveau a permis à plusieurs élèves de décrocher le Bac et de poursuivre des études universitaires, des marchés, un stade....et même un cimetière pour permettre à ses protégés d'avoir une fin de vie digne. A la fin de l'année dernière, lors de mon passage dans le village qu'il a créé, je lui avais demandé à combien il estimait le nombre de SDF et de gosses obligés de survivre sur les trottoirs d'Antananarivo.



«Il doit y en avoir une dizaine de milliers» m'avait-il répondu.
«Pourrait-on les sauver tous ?»
«Oui, il suffit de quelques millions d'Euros et d'une volonté politique».

Encore un étranger qui ose donner des leçons et qui ne connaît rien aux vrais problèmes de Madagascar, diront les pseudo-nationalistes bien-pensants.

Photo : le père Pedro Opeka en septembre 2008 à Akamasoa avec des enfants du centre

Source : <http://alainrajaonarivony.over-blog.com>